

# Les acteurs non étatiques dans processus nationaux de l'Accord de Paris : où en est-on ?

- Etat des Lieux
- Lever des barrières à l'inclusion des acteurs non-étatiques (exemple du projet A4C)

**Atelier du Réseau Climat & Développement**

*Lundi 21 Mai*

## ■ Qui est Expertise France?

- Agence de Mise en œuvre de programme
- Née la fusion de diverses opérateurs en 2014
- Agit sur le modèle de la GIZ (financement UE, commande publique, Appels d'offres...)
- 270 personnes répartis au sein de 6 départements
- Département DD : 3 pôles, 20 personnes

**Atelier du Réseau Climat & Développement**

*Lundi 21 Mai*



EXPERTISE  
FRANCE

# Etat des lieux mise en œuvre de l'Accord de Paris (1)

- Sur le continent, **dynamique entretenue, entre autres, via les partenaires techniques et financiers** (**Atelier NDC par continent, Tunis** en septembre dernier, Pacifique en Décembre...).  
Initiatives multiples (GIZ/PNUD/**Facilité française**).
- **Faible appropriation des pays eux-mêmes** (On reste sur des dynamiques « business as usual »....Traduction des NDCs dans les plans sectorielles? Quid des collectivités locales? Comment la société civile est impliquée?
- **Faible appropriation** peut s'expliquer de différentes manières :
  - 1- la préparation des INDCs (concertation faible)
  - 2- Superposition de documents (CN, NDC, PNA...)
  - 3- Agendas bailleurs (Exemple Ouganda)
  - 4- Mécanismes institutionnels faibles? (Ministères de l'environnement vs Ministères du Plan/finance/sectoriels au centre du jeu, Point focaux, liens décentralisation?)

# Etat des lieux mise en œuvre de l'Accord de Paris (2)



- Le besoin d'élargir l'engagement reconnu (Sommet de Climate Chance, COP 22 avec la plateforme avec Tubiana et El Haite)
- Engagement Politique fort. Quid de sa traduction opérationnelle?
- Bailleurs de Fonds commencent timidement à financer des programmes de renforcement de capacités qui ciblent d'autres acteurs (UE – Covenant of Mayors - 7 projets financés sur l'Afrique (nouvelle phase prévue). AO villes et climat Afrique, financement AFD.
- Insérer les collectivités locales sous toutes leurs formes (Ville, groupement de commune, autre) dans un programme de renforcement de capacités Climat – un vrai effet levier ! en terme d'intégration des changements climatiques dans les processus de planification !

**Atelier du Réseau Climat & Développement**

*Lundi 21 Mai*

- Projet de 5 ans : Septembre 2012 – Juin 2017
- 3 millions d’euros (financement AFD-FFEM)
- 4 pays : Bénin, Gabon, Kenya, Ouganda
- 2 approches : nationale / décentralisée
- **Objectif** : Accompagner les autorités nationales et locales (sous toutes ces formes) dans la définition et la mise en œuvre de stratégies de développement sobres en carbone et résilientes au changement climatique

- 4 pays avec plusieurs composantes, 3 des 4 pays ont une composante décentralisée : points d'entrée à la fois sectoriels et transversaux
- **Bénin** : Appui au Ministère de l'Environnement vs. Appui au département des Collines (*Lien avec la présentation de Said Hounkpenou*)
- **Kenya**: Appui au Ministère de l'Energie/ à l'Agence Nationale des Parcs vs. Appui aux aires protégées communautaires
- **Gabon**: Appui au Conseil National Climat et à l'Agence Nationale des Grands Travaux
- **Ouganda**: Appui au Ministère de l'Energie/au Ministère de l'Environnement vs. Appui à la ville de Kampala

## Exemples d'actions issues du projet pour lever les barrières à l'inclusion des acteurs non étatiques



### - Kampala (Capitale de l'Ouganda) :

4 ans d'accompagnement (Politique d'efficacité énergétique puis approche plus globale ; élaboration d'un plan climat territorial sur 2 ans – fort leadership de la Mairie et des équipes – Effet levier qui se traduit :

1- Appel à proposition UE (articulation entre échelon national et territorial. Ministère de l'Energie associé à l'appel à proposition

2- investissements bailleurs publics et privés pour la mise en oeuvre du plan d'action) – pérennise la dynamique enclenchée (dynamique inverse des états qui sont parfois dans le laissez faire).

## Exemples d'actions issues du projet pour lever les barrières à l'inclusion des acteurs non étatiques



- **Aires protégées communautaires (« conservancies ») au Kenya** : Travail en appui à une ONG locale qui fait un travail important de création et structuration d'aires protégées communautaires comme outil de résilience en milieu rural.

Notre appui à viser à renforcer les capacités de l'ONG à pouvoir accompagner:

- 1- être reconnu auprès des autorités nationales (visite terrains points focaux)
- 2- meilleure information sur les finances climat
- 3- identification d'un draft de projet fonds vert
- 4- services après vente auprès de potentiels agences de mise en œuvre (PNUD, autres)
- 5- meilleure articulation avec l'échelon local (district) : planification commune entre les 2 échelons



### - **Les difficultés rencontrées au niveau national :**

(Manque de leadership, manque de coordination interministériel, Ministère de l'Environnement faible, faible capacité d'absorption, vision court terme, décalage entre les orientations et leur traduction opérationnelle, agenda bailleurs...)

### - **Le rôle des autorités décentralisés :**

Un vrai leadership et donc des compétences sur lesquels bâtir

Des capacités d'absorption parfois meilleurs

Articulation importante avec l'échelon nationale

Donner plus de financement (exemple UE) là où les capacités et le leadership sont...

Croiser les expériences (exemple de Kampala avec expertise française et ougandaise)

Capitaliser sur les expériences de la société civile